

Compte rendu -Réunion de la Mission Transversale Climat

Date : 18 décembre 2025 – 15h00 à 16h30

Format : visioconférence

Présidence : Léonore Moncond'huy, Maire de Poitiers, Présidente de la Mission Transversale Climat

Animation : David-Pierre Giudicelli, Chargé de mission Climat et DCOL, Cités Unies France

1 Principaux intervenants

- **Léonore Moncond'huy** – Maire de Poitiers, Présidente de la Mission Transversale Climat
- **David-Pierre Giudicelli** – Chargé de mission Climat et DCOL, Cités Unies France
- **Gökçen Sahin** – Policy & Advocacy Lead, ICLEI Europe
- **Zoé Lorioux-Chevalier** – Conseillère municipale déléguée à la coopération européenne et internationale, Ville de Poitiers
- **Brian Cantor** – Chef de projet Diplomatie climatique, Ville de Marseille
- **Jordan Barlemon** – Expert Climat, DCTCIV du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Mark Tuddenham** – Responsable Veille & Information Climat International, CITEPA

2 Contexte et objectifs de la réunion

Cette réunion constitue la dernière séance de l'année 2025 de la Mission Transversale Climat, organisée par Cités Unies France. Elle s'inscrit dans la continuité de la réunion du 23 d'octobre 2025 et prolonge les échanges engagés autour de la participation des collectivités territoriales françaises à la COP30 de Belém.

Conformément à la feuille de route de la Mission Climat, cette séance visait à assurer un temps de restitution et de décryptage à la suite de la COP30, à travers des retours d'expérience de partenaires et de collectivités impliqués, et à nourrir la réflexion collective sur la place des collectivités territoriales dans les dynamiques internationales de plaidoyer climatique.

Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- présenter un décryptage politique et technique des principaux enseignements de la COP30 ;
- partager les retours d'expérience des collectivités et partenaires présents à Belém et aux événements associés ;
- replacer ces éléments dans un cadre plus large d'analyse des enjeux climatiques internationaux ;
- présenter les orientations et perspectives de travail de la Mission Transversale Climat pour les années à venir.

3 Retours sur la COP30 de Belém – Regard de la LGMA

3.1 Gökçen Sahin – ICLEI Europe



ICLEI agit comme point focal de la LGMA Constituency au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au nom de la Global Task Force des Gouvernements Locaux.

À ce titre, ICLEI coordonne le plaidoyer des réseaux de collectivités territoriales avant, pendant et après les COP.

À la COP30, la LGMA a porté plusieurs messages structurants, notamment :

- la reconnaissance du rôle des acteurs sous-nationaux dans la mise en œuvre des décisions climatiques ;
- la nécessité d'une intégration plus systématique de l'action locale dans les processus de négociation ;
- la prise en compte des collectivités territoriales dans les discussions relatives à l'adaptation, à la transition juste, au financement climatique et à la sortie des combustibles fossiles.

La séquence COP a été précédée et accompagnée de plusieurs temps forts, dont le Local Leaders Forum organisé en amont à Rio de Janeiro, ayant abouti à une déclaration conjointe des gouvernements locaux, ainsi qu'une rencontre ministérielle sur l'urbanisation et le climat organisée par [UN-Habitat](#).

Malgré des signaux politiques initiaux favorables et une présidence brésilienne affichant une ambition forte sur l'implémentation, les résultats finaux de la COP ont été marqués par des tensions géopolitiques et une recomposition des alliances entre États. Les décisions issues du processus dit de « [Mutirão](#) », promu par la présidence brésilienne, ont notamment conduit :

- à un appel à tripler le financement de l'adaptation d'ici 2035 dans le cadre des nouveaux objectifs collectifs de financement climat ;
- à l'adoption d'indicateurs d'adaptation intégrant des références aux réalités locales ;
- à l'absence d'une feuille de route multilatérale formelle sur la sortie des combustibles fossiles.

En l'absence d'accord multilatéral sur ce dernier point, une initiative portée par la Colombie et les Pays-Bas a été annoncée afin de lancer une plateforme internationale dédiée à la sortie progressive des combustibles fossiles, en dehors du cadre formel de la CCNUCC, avec pour objectif de nourrir les discussions multilatérales à venir.

Enfin, des éléments de perspective ont été partagés concernant la préparation des prochaines COP, marquées par une double présidence Turquie / Australie, ainsi que par l'importance stratégique du rapport spécial du GIEC sur les villes, attendu en 2027.

4 Retours d'expérience des collectivités françaises

4.1 Ville de Poitiers – Zoé Lorioux-Chevalier



[La Ville de Poitiers](#) a participé à la COP30 au titre de la Mission Transversale Climat de Cités Unies France, qu'elle préside, et en tant que collectivité membre de la délégation française de collectivités territoriales. Cette participation s'inscrivait dans une démarche de plaidoyer collectif des gouvernements locaux, mettant en avant le rôle de la coopération décentralisée et des échanges entre collectivités territoriales.

Sur place, la participation de la Ville de Poitiers s'est traduite par une implication dans plusieurs événements et réunions, notamment :

- une réunion organisée par [ICLEI](#) avec la direction générale de l'énergie de la Commission européenne, réunissant des collectivités territoriales et des représentants institutionnels européens ;
- des échanges avec des représentants de la délégation française, dont l'ambassadeur climat, ainsi qu'avec des négociateurs et des membres de l'« équipe France » ;
- des interventions dans différentes tables rondes et side-events organisés pendant la COP.

Les prises de parole ont porté sur plusieurs thématiques, notamment le climat, la gestion de l'eau, la santé et la francophonie. Elles ont permis de présenter des actions menées à l'échelle locale et de rappeler le rôle des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des engagements internationaux.

Une attention particulière a été accordée aux échanges entre collectivités territoriales, tant entre collectivités françaises qu'avec des partenaires internationaux. Des rencontres ont notamment eu lieu avec des réseaux de collectivités étrangères,

dont le réseau des maires brésiliens, faisant apparaître des convergences sur la nécessité d'une reconnaissance accrue du rôle des gouvernements locaux.

La participation à la COP30 a également permis de renforcer les échanges avec plusieurs partenaires institutionnels et réseaux internationaux, notamment ONU-Habitat et le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), dans une logique de continuité du plaidoyer au-delà des seuls temps de négociation formels.

Par comparaison avec la COP de Glasgow (2021), il a été indiqué que la COP30 s'est caractérisée par :

- un accès plus large des collectivités territoriales à différents espaces de dialogue ;
- une présence accrue des collectivités territoriales dans les temps officiels et les side-events ;
- une visibilité médiatique plus importante de la participation des collectivités territoriales françaises.

Il a toutefois été précisé que cette évolution ne s'est pas traduite par des avancées significatives dans les décisions finales adoptées à l'issue de la COP30, malgré une reconnaissance plus affirmée du rôle des collectivités territoriales dans les échanges institutionnels.

Enfin, cette participation a permis d'identifier des suites à donner aux contacts établis pendant la COP et d'engager un travail de préparation des prochaines échéances internationales, dans une logique de continuité du plaidoyer des collectivités territoriales.

4.2 Ville de Marseille – Brian Cantor



La Ville de Marseille a participé à la séquence COP30 dans le cadre d'une présence couvrant plusieurs temps internationaux organisés en amont et pendant la COP, incluant le Sommet des maires à Rio de Janeiro, le Forum « Notre Futur » à Salvador de Bahia, puis la COP30 à Belém.

La Ville de Marseille était représentée par :

- Michèle Rubirola, première adjointe au maire de Marseille ;
- Christine Juste, adjointe au Maire de Marseille ;
- Karim Hammouraoui, directeur des relations internationales et européennes;
- Brian Cantor, chef de projet pour la diplomatie climatique.

4.2.1 [Sommet des maires – Rio de Janeiro](#) (3–5 novembre)



WORLD MAYORS SUMMIT 2025

La Ville de Marseille a pris part au Sommet des maires organisé par les réseaux C40 et Bloomberg Philanthropies. Ce sommet a réuni principalement de grandes villes internationales et a été marqué par une forte présence de collectivités nord-américaines.

Bien que Marseille ne soit pas membre du réseau C40, la Ville a participé aux échanges, notamment dans le cadre du Global Covenant of Mayors. Des échanges ont eu lieu avec des représentants de la Commission européenne, dont la vice-présidente Teresa Ribera. Cette séquence a également permis d'engager des contacts avec le réseau C40, en lien avec des dispositifs d'accompagnement thématiques.



4.2.2 Forum « Notre Futur » – Salvador de Bahia

La Ville de Marseille a participé au Forum « Notre Futur », organisé dans le cadre de la saison croisée France–Brésil. Cette participation a permis de valoriser des actions de coopération et d'engager des échanges avec des collectivités brésiliennes, notamment la Ville de Salvador.

4.2.3 COP30 – Belém



Lors de la COP30, la Ville de Marseille a pris part aux temps dédiés aux collectivités territoriales et aux espaces de dialogue facilités par ICLEI, Cités Unies France et la DCTCIV.

La participation a inclus :

- une présence à la conférence interministérielle sur l'urbanisation ;
- des échanges avec des réseaux internationaux de collectivités territoriales ;
- une implication dans les espaces de plaidoyer portés par les gouvernements locaux.

La participation de la Ville de Marseille s'inscrit dans une démarche de renforcement de la diplomatie climatique des collectivités territoriales, à travers une présence continue dans les espaces internationaux de dialogue et de plaidoyer. Les échanges menés au cours de la séquence COP30 ont contribué à alimenter les réflexions sur les trajectoires climatiques et les cadres d'action, aux niveaux local, national et international.

Si la place accordée aux collectivités territoriales dans les échanges et les temps préparatoires a été renforcée, cette reconnaissance ne s'est pas traduite de manière équivalente dans le document final adopté à l'issue de la COP30.

La Ville de Marseille entend poursuivre son engagement dans les prochaines séquences internationales, dans une logique de continuité du plaidoyer en faveur d'une reconnaissance accrue du rôle des collectivités territoriales dans l'action climatique.



5 Forum Notre Futur – Salvador de Bahia

5.1 Intervention de Jordan Barlemont – DCTCIV / MEAE

Le Forum Notre Futur s'est tenu du 5 au 8 novembre 2025 à Salvador de Bahia, en marge de la COP30, dans le cadre de la Saison croisée France–Brésil. Il a constitué un espace dédié à la coopération décentralisée, complémentaire aux négociations climatiques multilatérales.

Quatre temps structurants ont marqué cet événement :

- des visites de terrain de projets de coopération décentralisée ;
- un atelier consacré à la coopération entre collectivités, abordant notamment les questions de justice climatique, de diasporas, de technologies et de patrimoine ;
- un temps de réseautage entre collectivités françaises, brésiliennes et africaines ;
- un atelier intitulé « Espaces côtiers en partage ».

La DCTCIV a joué un rôle central dans l'appui à la participation des collectivités, notamment par la facilitation des accréditations et par l'organisation d'un side-event au Pavillon France, contribuant à la visibilité des actions territoriales.

6 Regard d'expert – Situation climatique mondiale

6.1 Intervention de Mark Tuddenham – Citepa



Mark Tuddenham présente une analyse fondée sur les travaux récents du rapport [Emissions Gap du Programme des Nations Unies pour l'Environnement \(PNUE\)](#).

En 2024, les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent près de 58 GtCO₂éq, un niveau record, en hausse de +2,3 % par rapport à l'année précédente. La progression observée entre 2023 et 2024 est décrite comme plus rapide que celle des années 2010.

Le secteur UTCATF (usage des terres et forêts) contribue à hauteur de 21 %, avec une augmentation de +21 % des émissions nettes de CO₂ en 2024. Les gaz fluorés enregistrent une hausse d'environ +4 %.

Par secteur, la production d'électricité représente 27 % des émissions mondiales, suivie des transports (15 %), puis de l'agriculture et de l'industrie (11 % chacune).

Concernant les principaux émetteurs, la Chine représente environ 30 % des émissions mondiales en 2024, les États-Unis 11 % et l'Inde 8 %. En émissions cumulées depuis 1850, les États-Unis comptent 21 %, tandis que la Chine et l'Union européenne représentent chacune 12 % (donnée issue du rapport).

Mark Tuddenham souligne le rôle déterminant du G20, responsable d'environ 77 % des émissions mondiales. Il indique que trois pays du G20 n'avaient pas encore transmis leur NDC au moment de la COP : l'Inde, l'Arabie saoudite et l'Argentine. Il évoque la probabilité d'un dépassement temporaire des objectifs climatiques au cours de la prochaine décennie, en distinguant plusieurs écarts persistants : entre la science et l'ambition affichée, entre les horizons 2030–2035 et 2050, et entre les engagements annoncés et leur mise en œuvre effective.

Des éléments positifs sont néanmoins relevés. Sans l'Accord de Paris, les émissions mondiales auraient augmenté de +20 % à +48 %. Des études citées montrent un ralentissement de la croissance moyenne des émissions depuis 2015, ainsi que des baisses observées dans plusieurs pays industrialisés, dont la France, le Royaume-Uni et l'Union européenne, tandis que la Chine, l'Inde et l'Indonésie poursuivent une hausse, avec un signal de stabilisation évoqué pour la Chine.

S'agissant de la COP30, Mark Tuddenham exprime une déception globale quant aux résultats. Il relève toutefois l'objectif de triplement du financement de l'adaptation d'ici 2035 inscrit dans la décision dite de *mutirão*, tout en soulignant l'absence d'année de référence explicite pour cette cible. Il indique que, pour l'objectif mondial de l'adaptation et les indicateurs associés, l'année de référence retenue est 2025, alors qu'une version antérieure du texte visait 2030, repoussée à 2035, suscitant l'opposition des petits États insulaires.

Enfin, il mentionne l'adoption de 59 indicateurs d'adaptation, contre environ 100 envisagés avant la COP, ainsi que des critiques sur l'évolution de la méthode de la présidence entre la première et la seconde semaine de négociations.

7 Échanges et témoignages de participants



7.1 Témoignage – Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)

Dans le cadre du temps d'échanges, la Collectivité Territoriale de Guyane a partagé un retour d'expérience sur sa participation à la COP30. La CTG a notamment mis en place un pavillon dédié en zone verte, permettant la présentation de projets et de partenariats régionaux avec le Brésil, le Suriname et le Guyana.

Plusieurs initiatives ont été évoquées, parmi lesquelles des projets de surveillance forestière appuyés par des données satellitaires, des accords de coopération scientifique, des actions liées à la bioéconomie amazonienne, ainsi que des enjeux spécifiques d'érosion côtière et de submersion marine. Une attention particulière a été portée au rôle des communautés autochtones dans les stratégies de préservation des territoires.

7.2 Question réponses

Question (Mark Tuddenham – Citepa)

Comment expliquer la difficulté de l'Union européenne à peser dans les négociations de la COP30 ?

Éléments de réponse

La COP30 a été marquée par une recomposition des alliances internationales, liée notamment au contexte géopolitique, au retrait des États-Unis de l'Accord de Paris et à l'isolement relatif de l'Union européenne sur certains sujets clés, en particulier la sortie des combustibles fossiles et le financement.

Question (Brian Cantor – Ville de Marseille)

Quelle articulation est envisagée entre la plateforme Colombie–Pays-Bas sur la sortie des combustibles fossiles et le cadre de la CCNUCC ?

Éléments de réponse

La plateforme lancée par la Colombie et les Pays-Bas est, à ce stade, extérieure au cadre formel de la CCNUCC. Elle vise à

constituer un espace de travail politique et technique permettant d'élaborer des propositions et des alliances, avec l'objectif de réintroduire ces travaux dans le processus multilatéral, notamment en amont du prochain Global Stocktake.

8 Points d'information et actualités de Cités Unies France

En complément des échanges, Cités Unies France a partagé plusieurs informations relatives aux perspectives de travail de la Mission Transversale Climat :

- poursuite du déploiement de l'outil climat dédié aux projets de coopération décentralisée (bilan GES et pré-diagnostic adaptation), porté par la Ville de Poitiers avec l'appui de Cités Unies France ;
- intégration renforcée de la dimension climatique dans l'accompagnement des nouvelles équipes municipales à l'issue des échéances électorales ;
- mise en place d'une vague thématique annuelle, avec un focus envisagé sur l'eau en 2026, en lien avec le calendrier international ;
- poursuite des partenariats avec les groupes régionaux d'experts du climat (GREC) et le CEREMA;

9 Mot de clôture – Léonore Moncond'huy

La Présidente de la Mission Transversale Climat a souligné l'intérêt de cette réunion pour articuler plaidoyer international et action locale, dans un contexte international marqué par des tensions mais aussi par des dynamiques d'engagement renouvelées des collectivités territoriales.

Elle a rappelé l'importance de poursuivre ces échanges, d'anticiper l'accompagnement des futurs élus et de maintenir une mobilisation collective sur les enjeux climatiques. La séance s'est conclue par des remerciements adressés à l'ensemble des intervenants et participants, ainsi que par des vœux de fin d'année.